# **Termes de Référence**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | Expertise France et CFi |
| Directrice de Projet | Emilie Bècle |
| Email | Emilie.becle@expertisefrance.fr |
| Pays/institution | **Tunisie**  |
| Opérateur sur l’activité | **Expertise France** |
| Activité | **B 5 – 5.1 Formation sur l’ouverture des données publiques statiques et de type « real time » dans le secteur des transports** |

# **Formation sur l’ouverture des données publiques statiques et de type « real time » dans le secteur des transports (B 5 – Activité 5.1)**

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Dans cette perspective, l’AFD a instruit et financé le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de coopération médias) ce projet d’Assistance Technique sur une durée de 3 ans à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire).

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Action National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

L’activité s’exerce dans le cadre de l’Engagement 4 du 3ème PAN de la Tunisie (2018-2020) : « Normaliser les identifiants et les nomenclatures des stations du transport terrestre et ouvrir leurs données publiques associées dans un format ouvert ».

Cet engagement s’intéresse au renforcement de l’ouverture des données publiques et à leur réutilisation et l’information des usagers du transport terrestre, par la conception, la mise en place et l’ouverture au public d’une base de données harmonisée "Référentiel National d’Arrêts". Cette base de données devrait permettre d’unifier les identifiants et les nomenclatures, de collecter toutes les données associées à l’instar des coordonnées géographiques et de les publier dans un format ouvert pour faciliter leur réutilisation pour le développement des services destinées aux usagers (via Internet et smartphones).

Les objectifs plus précis de cet Engagement sont les suivants :

* L’inventaire des différentes stations de transport régulier (bus, métros, trains,…) et non régulier (louages, taxis collectifs, transport rural,…) couvrant le territoire et le recueil de toutes les données relatives aux stations : types, caractéristiques, équipements, modes d’éclairage, modalités d’accessibilité des personnes à mobilité réduite, coordonnées géographiques, référents administratifs, propriétaires de la station, gérants, ainsi que des photos prises sous différents angles de vue ;
* L’unification des identifications (codification) et des nomenclatures surtout pour les stations communément utilisées par différentes sociétés de transport ;
* La conception et la mise en place d’une base de données regroupant les stations de transport terrestre, à l’échelle nationale ;
* L’ouverture de la base de données au public, afin de faciliter sa réutilisation en vue d’améliorer les services fournis aux voyageurs.

Cependant ces objectifs se heurtent à certaines difficultés :

* Indisponibilité, à l’échelle nationale, de données unifiées et actualisées concernant le transport terrestre, ce qui rend difficile l’accès des citoyens à l’information d’une manière simple et efficace.
* En outre, l’absence de ce genre d’informations entrave le développement d’applications et de services électroniques spécifiques au secteur du transport.

Afin de contribuer à la réalisation de cet engagement, il est essentiel d’instaurer des pratiques communes de publication des données et de pouvoir répondre aux interrogations suivantes :

* Quel format choisir pour que les données soient utilisables, et comment favoriser les usages et identifier les réutilisateurs ?
* Quel est le langage open-source le plus adapté ?
* Quelles sont les normes et standards internationales pour ce type de données ?
* Quels sont les types de format d’échange adéquat ?
* Où et comment publier ces données ? Sous quelles licences ?
* Comment adapter le système d’information et les outils de communication ? Comment accompagner la démarche en interne ?

L’Objectif de l’activité est de :

* Réaliser une formation pour des techniciens/administrateurs de la donnée sur les standards et les formats spécifiques pour le secteur des transports (notamment données statiques et real time)

Plus précisément, la formation portera notamment sur les thèmes suivants (surtout à travers des cas pratiques):

* les formats d’échange tels que GTFS pour les données théoriques (en plus d'autres formats tels que Neptune ou Netex) et GTFS Real Time pour les données temps réel (en plus du format Siri,...), les modèles de données Transport (Transmodel, Ifopt, …) : Bonnes pratiques, etc …
* les démarches et les règles à adopter pour harmoniser les données relatives aux arrêts du transport terrestre, c’est-à-dire routier et ferroviaire (action importante de l'engagement), notamment en terme de nomenclature et de codification
* les outils de validation de la conformité des jeux de données aux standards (exemple feed validator pour GTFS), les techniques pour extraire et publier automatiquement les données contenues dans les systèmes d’information sur les portails Open data (notamment pour assurer la mise à jour de ces données), etc ...
* Un ou plusieurs cas pratiques : par exemple : travailler sur une dizaine de stations terrestres à cartographier (principales gares routières et ferroviaires pour commencer) et mettre au format GTFS. L’idée serait d’avoir un modèle, les principales stations, et réfléchir avec le formateur à la meilleure façon d'automatiser le reste.

et plus généralement, répondre aux interrogations ci-haut citées (page précédente).

Le public cible est :

* Les responsables et techniciens/administrateurs de données du Ministère du transport (notamment issus de la cellule des systèmes des transports intelligents et de l’administration électronique au sein de la direction générale du développement administratif, des systèmes d’information et du transport intelligent) et des entreprises de transport public.
* 25 personnes maximum

La formation sera adaptée en fonction du niveau de technicité des participants dont les profils nous seront communiqués en amont par nos collègues tunisiens.

# Livrables

* Formation délivrée
* Supports de formation
* Rapport de fin de mission

# Type de contrat

Court terme

# Nombre de jours d’expertise

9 jours : formation de 4 jours à Tunis, 4 jours de préparation et 1 jour de reporting

# Calendrier prévisionnel

Mai-juin 2019

# Lieu d’exécution

L’activité sera réalisée en Tunisie (Tunis principalement pour la formation) et dans le pays de résidence de l’expert.

# Profil requis de l’expert

Qualifications et compétences

* Excellente connaissances techniques sur l’ouverture des données (open data : de la collecte, nettoyage, diffusion à la compréhension de la chaîne de publication de données ouvertes) et notamment sur les données terrestres, real time et statique
* Excellente maitrise des langages open-source, du format d’échange GTFS
* Connaissance des principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, e-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Connaissance de l’administration publique (enjeux, acteurs, etc) ;
* Excellentes compétences orales.

Expérience professionnelle générale et spécifiques

* Expérience dans l’open data et dans la formation sur les données du transport (extraction, publication, normes et standards internationaux, format d’échange, etc…)
* Expérience dans la mise en œuvre de projet/activités sur les principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, E-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale ;
* Capacité à travailler en milieu interculturel

# Langue(s) de travail

Français